



HAL
open science

L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ?

Olivier Roy

► **To cite this version:**

Olivier Roy. L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature?. Les Études du CERI, 2022, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021, 261-262, pp.54-59. 10.25647/etudesduceri.261-262.08 . hal-03845477

HAL Id: hal-03845477

<https://hal.science/hal-03845477>

Submitted on 9 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ? *par Olivier Roy*

L'Afghanistan a fourni un des grands classiques de la littérature géostratégique : le concept de « Grand Jeu », popularisé d'abord par Rudyard Kipling dans *Kim* en 1901 et plus tard par le livre de John Hopkirk, *The Great Game*, publié en 1990¹.

Une compétition séculaire entre la Russie, la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis

L'idée : l'Asie centrale est l'enjeu depuis les années 1830 d'une compétition entre la Russie puis l'URSS d'une part, la Grande Bretagne et à sa suite les Etats-Unis d'autre part. L'Afghanistan est défini tantôt comme la porte d'entrée d'une des deux zones d'influence (descente vers le sous-continent indien ou bien pénétration vers l'Asie centrale), tantôt comme un Etat tampon qui empêcherait de telles interférences.

Dans le contexte d'une tension qui a culminé avec la guerre de Crimée (1853-1856), les Britanniques comme les Russes présentent leurs mouvements respectifs comme purement défensifs, la montée des premiers étant justifiée par la descente des seconds et inversement. Chacune des deux parties prétend se défendre contre la volonté expansionniste de l'autre : les Anglo-saxons veulent contrer la descente vers les mers chaudes de l'empire russe puis soviétique (volonté référée à un pseudo-testament de Pierre le Grand) et les Russes voudraient sécuriser leur conquête de l'Asie centrale. La ville de Hérat est assiégée en 1838 par le shah de Perse assisté par des conseillers russes ; elle est défendue par l'émir d'Afghanistan, secondé par des officiers britanniques. A la prise de Samarcande par les Russes en 1864 répond la transformation de Pechawar en quartier général de l'armée britannique en 1868. On a donc depuis 1839 un effet de balance : alternances de percées ponctuelles (interventions britanniques de 1839 et 1879, interventions soviétiques de 1929 et surtout 1979).

Pour calmer le (grand) jeu, un consensus s'établit autour des années 1880 : on confie à l'émir de Kaboul une carte de l'Afghanistan dessinée, directement ou indirectement, par les deux grandes puissances rivales. Cette carte fait de l'Afghanistan un Etat tampon entre l'empire russe et l'empire des Indes ; la frontière qui sépare ce dernier de l'Afghanistan est fixée en 1893 par les Britanniques : c'est la « ligne Durand », que l'Afghanistan indépendant contestera toujours. L'émir Abdur Rahman (1880-1901) entreprend la conquête du territoire compris entre ces frontières et d'où est issu l'Afghanistan actuel.

Dans ce jeu de balance chaque camp essaie d'enrôler les « bons » musulmans qui combattent l'autre camp tout en réprimant le « fanatisme » de ses propres musulmans : au congrès de Bakou en 1920, le représentant bolchevique Zinoviev lance un appel à la

¹ Peter Hopkirk, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia*, Tokyo, Kodansha International, 1992.

guerre sainte (*ghazawat*) contre l'impérialisme britannique, tandis que le président Reagan, quelque soixante années plus tard, proclame son soutien aux moudjahidins afghans, rebaptisés *freedom fighters*, contre l'armée soviétique qui a envahi l'Afghanistan en décembre 1979.

Reconfigurations après le départ des Soviétiques et l'effondrement de l'URSS

Le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1989, suivi de la disparition de l'URSS en 1991 (dont une des causes est sans aucun doute l'échec afghan), auraient dû mettre fin à ce cycle géostratégique. L'Afghanistan semble n'être qu'un mauvais souvenir pour la nouvelle Russie, et le gouvernement américain se désintéresse d'un seul coup du pays : l'Afghanistan Task Force de la CIA est dissoute dès le départ des troupes soviétiques, alors que les Russes maintiennent leur ambassade dans Kaboul après la chute du régime du dernier président communiste, Najibullah, en 1992. Les nouvelles Républiques d'Asie centrale adoptent alors une politique prudente par rapport à l'Afghanistan des moudjahidins : le Turkménistan tente une médiation entre les deux seigneurs de guerre afghans à sa frontière (l'ouzbek Rachid Doustom et le tadjik Ismail Khan), tandis que l'Ouzbékistan reste dans une prudente expectative. La situation est plus compliquée pour le Tadjikistan, où une guerre civile oppose de 1992 à 1997 un gouvernement néocommuniste et une opposition où dominent les islamistes, qui se réfugient en Afghanistan après leur défaite. Côté afghan, la frontière est tenue par le commandant Massoud qui, malgré sa proximité ethnique et idéologique avec les opposants tadjiks, se garde bien de les soutenir et pousse aux négociations car, en mauvais termes avec le Pakistan et menacé par les Talibans, il a besoin d'une base arrière au Tadjikistan. Le gouvernement tadjik maintient donc de bonnes relations avec l'alliance du Nord du commandant Massoud, qui garde le contrôle de l'ambassade afghane à Douchanbé de 1992 à sa mort en 2001. Une liaison par hélicoptère fait le pont entre Douchanbé et la vallée du Panjir.

La montée des Talibans à partir de 1994 et leur prise de Kaboul en 1996 ne changent rien à l'équation géostratégique. Tachkent prend encore davantage de distances vis-à-vis de l'Afghanistan, alors que Douchanbé accentue son rapprochement avec Massoud. Mais tant la Russie que les Etats-Unis restent neutres face aux Talibans. Ce qui se passe à l'intérieur de l'Afghanistan n'apparaît plus comme un enjeu géostratégique. La sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Asie du Sud, Robin Raphel, se fend d'un communiqué en septembre 1996, saluant la victoire des Talibans comme un « pas positif »². Le Turkménistan et le Pakistan poussent à la négociation pour la mise en place d'un gazoduc (préfiguration du TAPI qui sera signé après la chute du régime des Talibans) qui relierait le Turkménistan au port pakistanais de Gwadar (projet aujourd'hui enlisé). Les Chinois commencent à avancer leurs « routes de la soie », indifférents à la nature des régimes. En un mot, dans la reconfiguration générale qui suit la chute de l'URSS et la montée des

² Voir Steve Coll, *Ghost Wars. The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10 2001*, Londres, Penguin Books, 2004, pp. 327 et suiv.

Carte 7
L'Afghanistan dans son contexte régional, 2022



Talibans, on ne distingue plus d'axe géostratégique clairement identifiable, seulement des intérêts de court terme. Après la parenthèse ouverte par l'attentat du 11 septembre, il semble qu'on en soit toujours là.

Le 11 septembre 2001 a momentanément réintroduit un semblant de géostratégie, sous le label de la « guerre contre le terrorisme ». Le donneur d'ordre de l'attentat est en Afghanistan : il faut commencer par le détruire, lui et ses soutiens. Tous les acteurs régionaux (Iran, Russie, Chine, Pakistan, Républiques d'Asie centrale) ont donc laissé le champ libre à la colère américaine, tantôt à reculons (Iran, Pakistan), tantôt en proposant

un soutien logistique – terrains d’aviations et bases de transit (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan). Le régime taliban est balayé en novembre 2001 pour avoir donné l’asile à Ben Laden. Tant Al-Qaïda que les Talibans se replient sur le Pakistan, qui ne fait rien pour les réduire.

La politique occidentale de *state building*, un cas de géostratégie par défaut et un échec

Mais la victoire des troupes occidentales pose un problème : quel est l’objectif stratégique, au-delà de la destruction d’Al-Qaïda ? La réponse est simple : il n’y en a pas. Comme Ben Laden est toujours actif après 2001, les Occidentaux et l’ONU se lancent dans une politique de *state building* en Afghanistan censée prévenir tout retour possible des djihadistes de tout poil. Cette politique ne marche pas vraiment mais continue parce qu’il n’y a pas d’autres options. On a ici un cas de géostratégie par inertie : on fait du *state building* faute de mieux et dans la continuité d’une stratégie de « droit d’ingérence » popularisée par les ONG occidentales. L’Afghanistan a en effet été le cas d’école du droit d’ingérence, un concept apparu dans les années 1980 : pour aider un peuple en danger humanitaire, la communauté internationale doit ignorer les Etats en place et ne pas hésiter à intervenir militairement. Dans le cadre de la guerre froide, cette passion humanitaire jouait clairement contre les régimes prosoviétiques. A partir de 1990, elle se mue en géostratégie par défaut : on intervient dans l’urgence sans trop savoir ce que l’on veut faire ensuite. Mais la politique de *state building* en Afghanistan tourne rapidement à vide : la corruption mine toute l’entreprise, l’armée nationale n’existe que sur le papier, les Talibans reviennent et mettent en œuvre une politique plus souple pour gagner les faveurs des petits notables locaux ignorés par la capitale et par les « seigneurs de guerre », les anciens commandants de la résistance transformés en petits despotes régionaux. Ils mettent en place des tribunaux islamiques qui gèrent les conflits locaux par des procédures orales, souvent expéditives mais efficaces et surtout sans recours à la corruption. Le corps expéditionnaire occidental se contente de traquer les « terroristes » sans prendre en compte le contexte local et en attendant que l’Etat nouveau soit capable de prendre le relais, ce qui n’arrivera jamais.

En mai 2011 l’élimination de Ben Laden par un commando américain change la donne : l’objectif premier de l’intervention militaire de 2001 est atteint. Mission accomplie. Parallèlement, le *state building* en Afghanistan est un échec, les Talibans progressent.

Il faudra dix ans pour que Washington tire les conclusions : si le but stratégique de l’invasion de l’Afghanistan était l’élimination de Ben Laden, pourquoi rester après sa mort ? Structurellement, la décision des Américains de partir en août 2021 est parfaitement cohérente et s’inscrit dans une continuité politique d’Obama à Biden en passant par Trump : que faisons-nous dans un pays où les Etats-Unis n’ont aucun intérêt stratégique ? La décision de partir est certes mal gérée politiquement et logistiquement mais elle est fondée stratégiquement : il n’y a plus aucun intérêt géostratégique à rester présent.

Une équation désormais purement régionale

Le départ américain ramène donc la question afghane à une équation purement régionale. Il apparaît alors que les acteurs régionaux n'ont une vision de l'Afghanistan que par défaut. L'Afghanistan est pour eux un problème purement sécuritaire. Pour les pays voisins, il n'y a plus de Grand Jeu car ils ont compris que les Américains sont intervenus par défaut et non par stratégie, mais tous veulent le respect des frontières issues du Grand Jeu.

La Russie et l'Iran veulent simplement que l'Afghanistan ne soit plus un enjeu international et que les Occidentaux n'y aient plus de présence militaire. Les Etats d'Asie centrale veulent que le pays n'abrite plus de radicaux sunnites qui menaceraient ses voisins. Le Pakistan, quant à lui, a une vision plus complexe et plus proactive : ce qui est en jeu est la question pachtoune et la supposée volonté indienne d'utiliser l'Afghanistan comme alliance de revers contre le Pakistan.

Avec la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021, les Pakistanais pensent avoir atteint le but qu'ils poursuivent depuis la création de l'Etat : établir une sorte de protectorat sur l'Afghanistan, par l'intermédiaire d'un régime qui soit à la fois pachtoune (une ethnie à cheval entre les deux pays et très présente dans le corps des officiers pakistanais) et islamiste (pour éviter toute revendication ethniconationale sur les territoires pachtoune pakistanais et tout rapprochement avec l'Inde qui reste la hantise de l'Etat pakistanais). Les Talibans remplissent les deux cases, d'autant que l'homme fort qui s'impose à Kaboul, Sirajuddin Haqqani, un Pachtoune de l'Est, est très lié aux Pakistanais (et incidemment à Al-Qaïda, ce qui ne semble pas gêner les services pakistanais).

Les Iraniens ne souhaitent pas s'impliquer en Afghanistan ; leur espace stratégique est à l'Ouest : le Liban du Hezbollah, la Syrie de Bachar el-Assad et le Golfe, qu'ils continuent d'appeler « Golfe persique ». Leur priorité, c'est la protection de la minorité chiite afghane qui avait été victime de massacres lors de la première prise de pouvoir des Talibans en 1996, lesquels avaient aussi massacré les membres du consulat iranien de Mazar-e Charif. En 2021, les Talibans ne se sont livrés à aucun massacre de chiïtes, qui ont même pu célébrer *l'ashura* publiquement selon leurs rites, ce qui est une grande concession des Talibans, pour lesquels cela relève de l'hérésie. L'ambassade iranienne et les consulats restent ouverts, tandis que l'influence iranienne sur le plan tant économique que culturel demeure très forte dans l'Ouest afghan. Manifestement un accord a été trouvé avec les Talibans.

Parmi les Etats d'Asie centrale, le plus inquiet est le Tadjikistan, mais les Russes se sont empressés d'envoyer des troupes et de garantir la frontière. Le Tadjikistan n'a pas d'autre choix que de jouer la carte de Moscou : pour compenser le poids dominant de l'Ouzbékistan dans la région (les rapports entre les deux nouvelles Républiques sont tendus depuis 1991), pour assurer la pérennité des relations migratoires avec Moscou (entre 10 et 20 % de la population tadjike travaille en Russie) et pour garantir sa frontière avec l'Afghanistan.

Pour le Kremlin, qui a toujours conservé un canal de négociations avec les Talibans, leur victoire est presque une aubaine : non seulement il n'y a plus de base américaine au sud de l'ex-empire, mais la crainte suscitée par les Talibans permet aux Russes de jouer à nouveau leur rôle de protecteurs à peu de frais. Ce qui entre parfaitement dans la stratégie

constante de Vladimir Poutine : reprendre le contrôle, sous une forme ou une autre, de l'ancien espace soviétique.

Quant à la Chine, son seul souci est un possible soutien des Talibans aux Ouïghours du Xinjiang. Il est manifeste que les Talibans ont donné des garanties. Depuis l'invasion soviétique de 1979, Pékin reste indifférent à la nature des régimes en place, à Kaboul comme ailleurs, et joue sur les contraintes économiques des pays visés, à savoir pour l'Afghanistan l'exploitation des métaux et le désenclavement. La Chine a obtenu l'exploitation d'une immense mine de cuivre à Aïbak, elle est impliquée dans des projets de développement au Baloutchistan pakistanais (très contestés par la population locale). Les Talibans, qui sont en majorité issus du sud de l'Afghanistan et plus particulièrement de la région de Kandahar, ont tout intérêt au développement du port de Gwadar dans le Baloutchistan pakistanais : c'est l'accès à la mer le plus proche des frontières afghanes.

*

* *

Dans le fond toute la région s'arrangerait d'un régime taliban relativement faible, et donc dépendant de ses voisins. Mais le grand danger est un excès de faiblesse. En effet les Talibans sont menacés par plus islamistes qu'eux : l'Etat islamique dans le Khorassan (un nom générique pour désigner tout l'espace entre le nord de l'Iran et le nord du Pakistan, ce qui augure mal d'un respect des frontières). Et au sein des Talibans, certains reprochent à la direction d'avoir négocié avec les « ennemis de l'islam » (c'est-à-dire les Etats-Unis et tous les voisins) et d'épargner les chiïtes considérés comme des hérétiques. Bref une trop forte montée en puissance de l'Etat islamique menacerait tout l'équilibre qui s'est mis en place après le départ des Américains. Aujourd'hui les Talibans se retrouvent, bien malgré eux, dans la grande coalition antiterroriste. Après avoir tenté de les éradiquer, il faudra sans doute voir en eux des garants de la stabilité régionale.

Pour citer ce chapitre : Olivier Roy, « L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.